

Ras l'front - Nancy

anciennement « L'Antifaf »

juin 1998

« Le temps de la contre-offensive est venu » (Appel des 250, mai 1990)

EDITORIAL

La date
fatidique

Le 30 mai est dépassée.
La circulaire
Chevènement a pris fin.
50 000 personnes
environ se sont donc
déplacées pour déposer
un dossier de
régularisation auprès
des Préfectures. 75.000
entre elles ne seront
donc pas régularisées.
Elles seront condamnées
à retourner dans la
mandestinité car, le
gouvernement l'avoue, il
ne pourra les expulser.
50 ans après l'abolition
de l'esclavage, voilà
donc les esclaves des
temps modernes,
condamnés à accepter
d'être surexploités dans
des ateliers clandestins
à survivre grâce aux
associations
humanitaires ou à la
solidarité de leurs
proches. On ne peut pas
l'accepter.
Suivons l'exemple des
autres exemplaires des
sans-papiers un peu
partout en France. La
pression sur le
gouvernement doit se
poursuivre. Au mois de
juin, pendant l'été sans
papiers, et dès la rentrée
le 1er septembre, auront
lieu des actions pour
obtenir les sans-
papiers. Ils comptent
sur nous et sur vous
pour porter leurs droits
politiques. Soyons
nombreux et
nombreuses à
participer.

Kosovo, de l'apartheid à la « purification ethnique » ? Du mythe de l'invasion étrangère à la réalité de l'apartheid et du génocide : les métastases du délire nationaliste

Le Kosovo recouvre une superficie de 10.000 km² et compte une population de 1.956.000 habs dont 80 à 90% d'Albanais. Il a toujours représenté pour la Serbie un problème épineux, au point que la répression contre les Albanais est très largement considérée comme « normale » et que les violations des droits de l'Homme perpétrées sur ce territoire ne suscitent l'intérêt et les protestations que de tout petits groupes isolés.

Bref retour en arrière : premiers projets

Durant la deuxième guerre mondiale, Tito avait promis aux Albanais la République pour les persuader de rejoindre ses partisans. La perspective, issue de la réflexion du mouvement socialiste de la péninsule balkanique, était alors celle d'une *Fédération des Etats balkaniques* (Yougoslavie, Albanie, Bulgarie, Grèce...). Staline fit échouer ce projet. La République albanaise ne vit donc pas le jour, la province du Kosovo resta rattachée à la Serbie.

Tito

Dans l'ancienne Yougoslavie, le Kosovo était la région au niveau de vie le plus bas de toute la Fédération. Au début des années 80, le revenu moyen annuel par habitant était de 2.635 dollars en Yougoslavie, de 795 dollars au Kosovo. Le revenu mensuel d'un salarié était de 235 dollars en Serbie et de 180 dollars au Kosovo.

L'Etat offrait aux jeunes la possibilité de suivre des études universitaires, mais pas d'emplois ni de perspectives. Relégués dans un ghetto du fait des barrières linguistiques, « ethniques » et de la répression, les jeunes albanais se sont pour la première fois soulevés en 1968. Ils revendiquaient « leur République », « leur Université », « l'arrêt de la colonisation du Kosovo ». Les manifestations furent brutalement réprimées, il y eut beaucoup d'arrestations, mais, suivant une constante de la politique titiste, le Kosovo devint 3 ans plus tard « une Province autonome ». La constitution de 1974 fit du Kosovo (et de la Voïvodine) des « éléments constitutifs de la Fédération Yougoslave », représentés en tant que tels dans les organes des pouvoirs fédéraux, mais rattachés à la Serbie, et ne disposant pas du droit de sécession.

Après la mort de Tito

La Yougoslavie post-titiste débuta avec des tensions accrues entre Serbes et Albanais. C'est alors que Milosevic, pour asseoir son pouvoir personnel, tourne brusquement le dos à la politique que prônait officiellement le Parti Communiste depuis la guerre (« Unité et Fraternité ») pour endosser le rôle de sauveur des Serbes. Il mobilise à son avantage une certaine vision de l'histoire érigée en mythe national et ne reculant pas devant le travestissement qui est cultivé depuis quelques années par les intellectuels serbes. Un énorme cérémonial est déployé pour célébrer en grande pompe le 600^{ème} anniversaire de la bataille du Kosovo.

Imaginons un baptême de Clovis ou une bataille de Poitiers revisités officiellement et célébrés par un Club de l'Horloge inspirateur du pouvoir...

1989

Milosevic abolit l'autonomie de la province. Une répression sans précédent se déchaîne. Les Albanais sont chassés de leur emploi (usines, hôpitaux, services publics, administrations...) et de l'Université. Les enseignants sont sommés d'appliquer les programmes serbes, faute de quoi ils perdent leurs fonctions. Tous les postes de responsabilités sont depuis occupés par des Serbes.

Résistance

La population albanaise du Kosovo répond alors et continue pendant des années à répondre par une protestation non-violente. Depuis 1989, elle a mis en place une forte résistance populaire, toujours pacifique : elle fait fonctionner des écoles et des universités, des administrations parallèles, avec ses propres deniers dans des caves, des appartements, des locaux privés. Ont lieu un référendum pour l'indépendance, des élections parallèles à un « Parlement » qui ne peut pas siéger, celle d'un Président de la République, Ibrahim Rugova. Mais le Président Rugova n'est ni reçu ni entendu par les gouvernements occidentaux. (suite page 4)

(suite de la page 1)

Après Dayton

Milosevic a perdu en Bosnie (même si c'est la cause du nationalisme exclusif qui, avec les accords de Dayton, l'a emporté jusqu'ici dans les faits) et en Croatie. Il y a des centaines de milliers de Serbes originaires de la Croatie et de Bosnie qui l'ont cru, qui l'ont suivi, et qui ont tout perdu : maison, travail, famille, patrie... Même pour les habitants de Serbie, épargnés par la guerre, l'échec historique est rendu visible et sensible par les nombreux réfugiés qui y ont afflué et la misère liée à l'embargo.

La gifle infligée par les étudiants et l'opposition (dans sa grande majorité tout aussi nationaliste, sinon plus) l'an dernier, la défaite électorale subie au Monténégro, fissurent son pouvoir. Milosevic a besoin d'une cause pour se remettre en selle. Il contracte une nouvelle alliance avec le parti fasciste de Seselj (une fréquentation assidue de Le Pen) qui a bien failli remporter les élections présidentielles l'an passé. « L'opposition » est divisée et partage de toute façon quasiment tout ce nationalisme agressif.

Quels objectifs ?

Milosevic veut-il terroriser la population albanaise au point de la faire fuir massivement en Macédoine, en Albanie ou par la Macédoine et l'Albanie, en Italie et en Grèce ? Cherchent-ils à provoquer des incidents qui justifieraient une intervention massive de l'armée aux frontières ? Les pourparlers entrepris sous la pression américaine sont-ils seulement un paravent ?

Les intentions réelles de Milosevic sont opaques, mais nous savons par expérience que tout : massacres, purification ethnique, viol, uricide, génocide..., tout lui est bon pour garder le pouvoir.

Un éditorialiste serbe de Belgrade souligne qu'il « a pris les dispositions préalables habituelles : restaurer la bastille télévisuelle, organiser un référendum, lancer une campagne contre les traîtres à la patrie, couper les ponts avec le monde extérieur, faire de l'agitation contre le séparatisme, et même, ait-on jamais, ouvrir un canal T.V. supplémentaire... Ses collègues, actuellement, partent, en gros, de l'idée que la guerre est une catastrophe qu'il faut éviter à tout prix. Milosevic pense la même chose, mais de la paix. La crise actuelle ne l'a pas vu faire le moindre geste - si on met de côté les déclarations hypocrites - destiné à conduire à un apaisement et éviter l'affrontement.

Au contraire, il s'est comporté comme quelqu'un qui attend seulement la meilleure occasion d'allumer l'incendie. Comme un automobiliste qui, en voyant un piéton traverser en dehors des clous, appuierait sur l'accélérateur en considérant qu'il est, lui, dans son droit »⁽¹⁾.

Terrorisme d'état, terrorisme fasciste

En novembre 1997, les villages du Kosovo étaient encerclés par les milices paramilitaires (dont celles du fasciste Arkan) et les troupes de police serbes.

Et depuis le 27 février dernier, le gouvernement de Serbie multiplie les actions de répression, particulièrement brutales dans la région de Drenica : bombardements de villages, destructions systématiques des habitations, entraînant la fuite de la population.

Il semble que la police (armée) soit systématiquement renforcée, des unités militaires sont disposées à la frontière albanaise sous le prétexte de mettre un terme à la contrebande d'armes tout en paraissant chercher l'incident avec le gouvernement albanaise de Tirana.

Fin mai, on assiste à une recrudescence de « nettoyage » dans la Drenica du même type que celles menées au début la guerre en Bosnie-Herzégovine : maisons et villages brûlés et pillés, civils de tous âges exécutés par des hommes encagoulés ou au visage noirci.⁽²⁾ L'objectif, assurément : non pas tellement battre l'UCK (Armée de Libération du Kosovo) que terroriser l'ensemble de la population.

Résistance (bis)

Le 08 mars dernier, les femmes du Kosovo défilaient pacifiquement dans la capitale Pristina. Dans cette même ville, le 13 mars, ce sont plus de 50.000 Albanais qui manifestaient contre le pouvoir serbe, réaffirmant leur volonté « d'indépendance ».

Il est évident que la stratégie non-violente mise en oeuvre depuis près de 10 ans commence à rencontrer ses limites : la « Communauté internationale » (les grandes puissances occidentales) ne s'est pas bousculée pour reconnaître et rencontrer Rugova, mais dispensent maintenant généreusement des conseils de modération.

Le scepticisme et l'exaspération gagnent du terrain chez les jeunes. Une résistance armée semble se constituer : l'UCK. Pour Milosevic, le prétexte est bon pour intervenir, espérant et obtenant bien des connivences avec des gouvernements européens bien-pensants sur le thème de la lutte contre le « terrorisme ».⁽³⁾

Saintes-Nitouches occidentales

Renvoyer dos-à-dos les prétendus « terroristes » albanais et le pouvoir policier serbe falsifie bien entendu la réalité. Et pourtant, c'est ainsi que Védrine (conseiller de Mitterrand au moment de la guerre d'agression contre la Bosnie) pour la France et Kinkel pour l'Allemagne prennent la pose d'équidistance entre les Kosovars et Belgrade et disent clairement que les limites de leur intervention sont celles tracées par le pouvoir de Belgrade : « le Kosovo fait partie de la Serbie » « Le terrorisme est inacceptable » « les Serbes ne sont pas très sages, la façon dont les Albanais ont réagi ne l'est pas non plus » « Il leur (= aux Albanais) faut ouvrir le dialogue »... et beaucoup d'autres inepties criminelles du même tonneau.

L'Europe institutionnelle tolère apartheid et guerre aux portes de son enceinte fortifiée

Pourtant, une nouvelle stratégie au Kosovo serait une stratégie pour l'Europe tout entière⁽⁴⁾. Il ne peut y avoir d'issue démocratique que :

- si est réaffirmé le droit à l'autodétermination du Kosovo, dans le respect des droits de la minorité serbe qui y vit. La non-reconnaissance de ce droit entraînerait inéluctablement une explosion des Balkans.

- si sont retirées immédiatement et sans conditions les troupes serbes du Kosovo et sont arrêtées les exactions.

- si droit et démocratie sont instaurés au Kosovo comme en Serbie et dans toute la Yougoslavie.

- si est levé l'embargo des puissances internationales sur la Serbie, qui pèse d'abord sur la population serbe et renforce en fin de compte le pouvoir de Milosevic et sa politique nationaliste. De nouvelles mesures d'embargo ne feraient que durcir encore cet état de fait.

Gérard Billy (ALSPEY)

Notes : ⁽¹⁾ Stojan Cerovic. *Vreme* 02.05.98

⁽²⁾ *Le Monde* 28.05.98

⁽³⁾ (*ibidem*) : un responsable albanaise fait remarquer que des opérations, certes sanglantes et répétées, mais limitées dans le temps, « ça ne choque pas trop la communauté internationale, mais ça incite les civils à fuir. »

⁽⁴⁾ Les ambassadeurs de l'OTAN se sont mis d'accord le 26 mai pour des mesures de coopération avec la Macédoine et l'Albanie (pour accueillir les réfugiés ? empêcher la guerre de franchir la frontière ?) Mais il n'est pas question d'empêcher une guerre au Kosovo.

Contacts : ALSPEY, 10 rue de Pierre Sivry, 54000 NANCY

N'hésitez pas à nous contacter : CAFAR / Ras l'front Nancy, BP 66, 54510 TOMBLAINE

A lire

* « La peur de l'autre en soi » (Du sexisme à l'homophobie), sous la direction de D. Welzer-Lang, P. Dutey et M. Dorais, Collection « Des hommes en changement », vlb éditeur

Quelques mots s'il fallait résumer ce très bon livre : inégalités hommes-femmes, intolérance, homosexualité, sexisme, préjugés, homophobie, discrimination, extrême-droite.

* « L'extrême-droite à l'école », les dossiers d'actualité du C.R.I.D.A.,

La politique éducative du Front National, les associations et les cercles... C'est le second numéro de ces dossiers, le premier était consacré à « L'extrême-droite et les syndicats de salariés ».

35F (frais de port compris), contacts : CRIDA, BP 238, 75524 PARIS CEDEX 11, tél : 06.60.93.26.20, fax : 06.61.93.26.20

leur conjointe et de leurs enfants. Après environ 50 jours de privation de nourriture, deux grévistes avaient été hospitalisés dans un état grave.

Un parrainage a été organisé et un texte a été adopté rappelant la situation de ces personnes (enfants, épouse, peine de prison effectuée...) et l'engagement des parrains et marraines (entre autres Bertrand Tavernier).

Il faut rappeler que deux algériens, dont un parent d'enfants français, victimes de la double-peine, ont été embarqués de force à Marseille, le 18 avril, sur un navire algérien. Ils avaient avalé des lames de rasoirs pour éviter leur expulsion et des manifestants avaient tenté d'empêcher le départ du TGV Paris-Marseille⁽¹⁾.

Ils ont donc arrêté leur grève de la faim, car ils ont accepté les propositions du médiateur : assignation à résidence, moratoire, autorisation de travailler pour tous et réexamen de leur cas par une commission ad hoc.

Abrogation de la loi sur la double-peine !

Sinsemilia fait de la résistance

(1) 'Rouge' du 30 avril 98

Stéphane

Sinsemilia, groupe de reggae de la banlieue de Grenoble, se produisait au Zénith ce 24 mai 98 dans le cadre de la « Nuit du reggae » avec, en tête d'affiche, LKJ et Les Gladiators. Sinsemilia invita Ras l'front-Nancy à venir y tenir un stand de presse, une invitation que le groupe fait aux collectifs de RI'f existant dans les villes où il se produit. Invitation qui témoigne de l'intérêt qu'a le groupe pour la lutte anti-FN. Nous tenons par ce biais à les remercier de cet engagement, à nos côtés. Nous voulons aussi vous les faire connaître et vous inciter par conséquent à les écouter.

Sinsemilia est né en novembre 95.

Novembre 95, la France, c'était 650.000 SDF, 3 millions de chômeurs, les fachos au pouvoir dans plusieurs grandes villes, des millions de jeunes dont le futur se résume au chômage et aux contrats C.E.S.

Novembre 95, la France est bien à l'image du monde qui l'entoure où les guerres succèdent aux guerres, où les peuples s'écroulent sous le poids de la pauvreté et de la maladie, où criminels et politiques se partagent le contrôle d'un monde avec lequel ils semblent jouer.

Novembre 95, c'est aussi tous ces gens, que le groupe Sinsemilia croise sur sa route, et qui ont décidé de sortir du moule pour vivre autre chose, ces gens cherchant à s'ouvrir sur les autres, cherchant à apprendre à vivre avec les autres et non plus aux côtés des autres. A tous ces gens, ils ont décidé de chanter, de danser, de parler, de transmettre un message de solidarité et de fraternité.

Mai 98, la France n'a pas beaucoup changé, Sinsemilia non plus, le groupe continue à militer à travers les rythmes de la Jamaïque.

Le Zénith ce soir du 24 mai 98, l'amour, l'acceptation de l'autre, la tolérance étaient à l'honneur, contrairement à un certain mai 97, où la voix de la haine d'un certain J.M. Le Pen, retentissait dans ce même Zénith !

Pour Ras l'front-Nancy, Taous

Contacts : Association Sinsemilia, 6 rue des peupliers, 38320 Eybens

Double peine

Commencée le 10 avril, une dizaine d'étrangers vient interrompre leur grève de la faim, à Lyon dans le local des 'Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue'. Ils protestaient contre la double-peine dont ils sont victimes. Après avoir été condamnés et avoir effectué leur peine de prison, la justice veut maintenant les expulser du territoire français. Une discrimination qui ne s'applique que parce qu'ils sont étrangers.

Ils sont en France depuis plusieurs années, d'une manière régulière. Certains d'entre eux sont pères de familles et donc seraient séparés de

Intégrisme

On voit régulièrement fleurir à Nancy des affiches ou des autocollants (plus fréquents) signés M.J.C.F. Il s'agit du 'Mouvement de la Jeunesse Catholique de France' dont l'adresse indiquée est : 23, rue des Capucins à Lyon.

Sur Nancy, il y a quelques mois, une de leurs campagnes a visé des affiches 4*3, vantant les « mérites » d'une femme nue pour un serveur minitel '36.15 code Q'. Des affichettes y avaient été collées sauvagement; elles affirmaient « Pub qui racole, pousse au viol ». On retrouve aussi fréquemment des autocollants de ce même mouvement : « LE PORNO : RAS LE BOL ! ». Ils sont collés sur des poteaux, sur des publicités dans des arrêts de bus pour un produit quelconque mais qui utilise l'image d'une femme nue. Mais aussi sur des affiches culturelles (expositions de peinture, de sculpture, etc...) qui laissent entre-apercevoir un sein, des fesses. Imaginez la Vénus de Milo nue... Blasphème ! Diablerie !

Qui sont-ils ?

Selon le mensuel 'Golias Magazine'⁽¹⁾, ils sont, avec 'Renaissance catholique' (mouvement d'action catholique de la Fraternité Saint Pie X), deux groupes représentatifs des futurs cadres de l'intégrisme catholique. Le MJCF est la branche 'jeunesse' de l'action catholique intégriste. Il est né en juin 1970 dans le but de faire connaître « les richesses de la tradition de l'Eglise » et de lutter contre le « gauchisme » et les « ravages du progressisme » de l'action catholique officielle. Le MJCF déclare 2.000 jeunes de 16 à 22 ans et 8.000 de 22 à 35 ans dont 55% de filles.

Selon J.Y. Camus et R. Monzat⁽²⁾, la charte du MJCF précise qu'il est « un groupement catholique dont le but est de former dans un esprit de foi à la lumière des enseignements de l'Eglise » les jeunes qui le désirent. Organisé en cellules, offrant une formation doctrinale, le MJCF forme des militants qui s'engagent dans la vie « familiale, scolaire, professionnelle et civique » selon la doctrine sociale de l'Eglise. Mouvement de laïcs (par opposition aux prêtres), il s'est engagé en 1973 dans la campagne contre l'avortement. En 1977, il prit parti pour la messe dite de Saint Pie V (messe en latin), sans pour autant rompre avec le Vatican, puisqu'une délégation a été reçue par Jean-Paul II en août 1979. En 1988, le Mouvement subit une scission entre les prêtres et les laïcs leffebvristes : certains le quittent pour fonder 'Jeune Chrétienté'. Selon Golias, l'ancien secrétaire général du Mouvement, Frédéric Curtis (resté fidèle à Monseigneur Lefebvre) a adhéré au Front National à l'âge de 18 ans. En 1989, il a été candidat aux élections municipales dans le premier arrondissement de Lyon.

Ils éditent une revue trimestrielle ('Savoir et servir'). Son sommaire comprend, outre des articles strictement doctrinaux et

N'hésitez pas à nous contacter : CAFAR / Ras l'front-Nancy, BP 66, 54510 TOMBLAINE

théologiques, des morceaux plus politiques, tels « Pour en finir avec le Bicentenaire » ou « le Communisme contre l'Eglise ».

Tout ceci est donc bien dans l'air du temps puisque depuis quelques mois, il s'annonce la construction d'une église catholique intégriste à Nancy (affaire à suivre...)

Stéphane

(1) Golias Magazine, N°27 & 28, « Le retour des croisés », automne 1991 (contacts : B.P. 3045, 69605 Villeurbanne CEDEX)

(2) Jean-Yves Camus et René Monzat, « Les droites nationales et radicales en France », Presses Universitaires de Lyon, 1992

Manifestations

Le lundi 08 juin à 18h00, soyons nombreux et nombreuses à protester lors du conseil municipal de Nancy (1^{er} étage), contre la volonté de la mairie d'attribuer une nouvelle fois des subventions à l'Association Familiale Catholique (association traditionaliste et réactionnaire).

Le samedi 20 juin a lieu à Paris, la « Lesbian & Gay Pride ». Rendez-vous à 14h00 à Port-Royal, arrivée Place de la Nation.

Triste anniversaire

Vers la fin du mois de mars, des affiches ont été collées à Nancy, pour célébrer le 20^{ème} anniversaire de la mort de François Duprat. Il fut tué dans l'explosion de sa voiture piégée. Le 18 mars 1978, la veille du second tour des élections législatives. Les signataires de ces affiches se revendiquaient du 'G.A.J.' : Groupe Action Jeunesse.

François Duprat fut l'un des principaux dirigeants de l'extrême-droite française des années 1960-70. Il devint le théoricien du nationalisme révolutionnaire. Il fut membre du bureau politique d'Occident (Alain Madelin, Gérard Longuet, Jacques Bompard, etc...) jusqu'en 1967. Ensuite membre du bureau politique d'Ordre Nouveau jusqu'à sa dissolution en 1973. La même année, il rejoint le bureau politique du Front National. En même temps, il participe aux Groupes Nationalistes-Révolutionnaires. En 1974, il se rapproche des néo-nazis français de la FANE (Fédération d'Action Nationale Européenne). Ses obsèques eurent lieu dans l'église intégriste de Saint Nicolas du Chardonneret.

Le GAJ est né en 1973. Dans la mouvance 'solidariste' (idéologie de 'troisième voie', c'est-à-dire ni libérale ni socialiste), ses dirigeants, issus d'Ordre Nouveau, refusent la stratégie du Front National. A leur compte : manifestations et actions militantes antisoviétiques (lors de la venue de Brejnev en 1975), participation aux combats des milices chrétiennes libanaises. En 1977, le GAJ a disparu dans le mouvement 'Jeune Nation Solidariste', fondé par Jean-Gilles Malliarakis (vieux baroudeur des groupuscules d'extrême-droite).

Depuis, chaque année, le Front National et Jean-Marie Le Pen célèbrent l'anniversaire de ce triste personnage, au cimetière de Montmartre à Paris.

Carmin

(sources : « Les droites nationales et radicales en France », J.Y. Camus et René Monzat, PUL, 1992)

Sans-papiers I

Dans le cadre des Journées Mondiales de la Jeunesse (catholique, NDLR), et concernant les pèlerins d'Afrique et d'Europe de l'Est, le comité interministériel s'est trouvé pris au piège des lois

Pasqua-Debré, avec leur cortège de tracasseries administratives. Le général Morillon (Pdt bénévole de ce comité) a réussi à dispenser les jeunes catholiques du parcours du combattant qu'est l'obtention d'un visa, même touristique. Des instructions consulaires ont été données par le ministère des affaires étrangères pour que soient octroyés des visas collectifs (gratuits qui plus est). En outre, par dérogation exceptionnelle, les fidèles étaient dispensés de fournir des certificats d'hébergements. Le ministère de l'intérieur s'est contenté d'exiger une déclaration sur l'honneur de chaque pèlerin s'engageant à retourner docilement dans son pays à l'issue des JMJ. Peut-être par peur d'une invasion, le gouvernement avait néanmoins fixé au préalable la taille des délégations autorisées par diocèse. France, fille aînée de l'église !

J'espère que les avocats et les militants aidant les sans-papiers, dans leurs tracasseries administratives, ont bien retenu l'explication.

Stéphane

(sources : Golias Magazine, juil/août 97)

En bref

La CGT a publié une affiche au sujet des 35 heures dont le slogan est on ne peut plus discutable : « Les idées les plus simples sont toujours les meilleures ».

On pourrait croire que c'est une phrase pondue par Le Pen, le champion des formules chocs qui caressent les électeurs dans le sens du poil et qui leur donnent l'impression que tout est dit en quelques mots. Exemple : « Je préfère ma fille à ma cousine, ma cousine à ma voisine, etc... » ou directement inspirée de Goebbels : « 3 millions d'étrangers, 3 millions de chômeurs » (repris par le FN à partir de 1978, NDLR). Cette dernière implique une équation très simple : jetons les étrangers dehors, il n'y aura plus de chômage. C'est une idée simplissime ! Alors, selon la CGT, elle est excellente ? Mais ces 3 millions d'étrangers consomment, produisent et cotisent donc sont créateurs d'emploi. Si on amputait la France de 3 millions de personnes, quelle hémorragie économique !

Cessons de croire qu'on fera reculer le Front National en utilisant les mêmes tactiques : des slogans qui ont plus à voir avec la publicité qu'avec la politique. Comme l'écrit Guy Konopnicki dans son livre : « A force de prendre les électeurs pour des cons, ils le deviennent »⁽¹⁾.

Jacqueline

(1) Guy Konopnicki, « Manuel de survie au Front », Collection « les petits livres », Editions Mille et une nuits, 10 Francs.

Sans papiers II

Le Collectif de Nancy de Soutien aux Sans-Papiers a choisi d'organiser des parrainages républicains, afin de contribuer à créer un mouvement d'opinion pour restaurer le droit des sans-papiers à la citoyenneté. Ce mouvement s'inscrit dans la lutte pour l'abrogation des lois xénophobes et la mise en place d'une autre politique d'immigration.

Le parrainage consiste à établir des convergences citoyennes pour instaurer un mouvement durable de solidarité. Le rôle du parrain est de prendre connaissance du dossier de son parrainé, de l'aider dans ses démarches et d'être en contact avec le collectif (date à venir).

Voici les derniers chiffres concernant les 494 demandes de régularisation pour le département de la Meurthe-et-Moselle :

- * 474 dossiers examinés,
- * 295 régularisés (62.23%),
- * 145 rejets (30.59%),
- * 34 dossiers à l'étude au ministère de l'intérieur.

Contacts :

Collectif de Nancy de Soutien aux sans-papiers
MJC Desforges, 27 rue de la République, Nancy

N'hésitez pas à nous contacter : CAFAR / Ras l'front-Nancy, BP 66, 54510 TOMBLAINE